

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

CONFIDENTIALITÉ

La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels oblige un organisme public à protéger les renseignements personnels qu'il détient dans l'exercice de sa mission. Afin de respecter cette obligation, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a masqué les renseignements personnels concernant les personnes physiques figurant dans certaines réponses listant les bénéficiaires d'aide financière.

RESPONSABILITÉ AU SEIN DU PORTEFEUILLE ET QUESTIONS NON RÉPONDUES

Certaines questions ne figurent pas les unes à la suite des autres. En effet, certaines questions sont répondues par l'un ou l'autre des organismes du portefeuille Agriculture Pêcheries et Alimentation. La table des sections est présentée à la page suivante. Certaines questions sont non répondues. La liste de ces questions et des justificatifs est présentée à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

| TABLES DES SECCTIONS | | PAGE |
|----------------------|--|------|
| | Section Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation (MAPAQ) | p.9 |
| | Section La Financière agricole du Québec (FADQ) | p.31 |
| | Section Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) | p.57 |

Liste et justification des questions non répondues

| | QUESTION NON RÉPONDUE | JUSTIFICATION |
|--------|--|---|
| RP2-02 | Concernant le Programme de crédit de taxes foncières agricoles : <ul style="list-style-type: none"> a) Cout total du programme dans la dernière année écoulée. b) Nombre de bénéficiaires du Programme de crédit de taxes foncières agricoles dans la dernière année écoulée. Ventiler par région. c) Sommes transférées aux bénéficiaires du Programme de crédit de taxes foncières agricoles dans la dernière année écoulée. Ventiler par région. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle aux questions RP1-22 et RP1-23. |
| RP2-04 | Concernant le Programme Proximité : <ul style="list-style-type: none"> a) Cout total du programme dans la dernière année écoulée. b) Nombre de bénéficiaires du Programme Proximité. c) Sommes transférées aux bénéficiaires du Programme Proximité dans la dernière année. Ventiler par région. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle à la question RP1-17. |
| RP2-06 | Concernant le programme d'Appui au développement de l’agriculture et de l’agroalimentaire en région : <ul style="list-style-type: none"> a) Cout total du programme dans la dernière année. b) Nombre de bénéficiaires. c) Sommes transférées aux bénéficiaires du programme dans la dernière année. Ventiler par région. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle à la question RP1-11. |
| RP2-08 | Concernant le programme d'Appui pour la conversion à l’agriculture biologique : <ul style="list-style-type: none"> a) Cout total du programme dans la dernière année écoulée. b) Nombre de bénéficiaires. c) Sommes transférées aux bénéficiaires du programme dans la dernière écoulée. Ventiler par région | Ce programme a pris fin le 31 mars 2023. |
| RP2-09 | Les effectifs (en ETC) affectés au programme d'Appui pour la conversion à l’agriculture biologique au 31 mars. | Ce programme a pris fin le 31 mars 2023. |
| RP2-10 | Concernant le programme d'aide financière pour favoriser le développement des serres : <ul style="list-style-type: none"> a) Cout total du programme dans la dernière année écoulée b) Nombre de bénéficiaires. c) Sommes transférées aux bénéficiaires du programme dans la dernière année écoulée. Ventiler par région. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle à la question RP1-08. |
| RP2-12 | Concernant le programme de soutien au développement des entreprises serricoles : <ul style="list-style-type: none"> a) Cout total du programme dans la dernière année écoulée. b) Nombre de bénéficiaires. c) Sommes transférées aux bénéficiaires du programme dans la dernière année écoulée. Ventiler par région. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle à la question RP1-27. |
| RP2-19 | Données les plus à jour sur le nombre d’entreprises agricoles faisant de la mise en marché de proximité. Ventiler par région et | Les données tirées des fiches d'enregistrement ne permettent pas de donner un portrait juste des |

| | | |
|--------|--|---|
| | par type de production. | entreprises agricoles faisant de la mise en marché en circuit court. |
| RP2-21 | Nombre de travailleuses et travailleurs étrangers accueillis dans la dernière année écoulée. Ventiler par région. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle à la question RP1-109. |
| RP2-22 | Pourcentage des achats alimentaires québécois dans les ministères et les organismes publics dans la dernière année écoulée. Ventiler par secteur d'activité. | Le MAPAQ ne dispose pas des informations pour répondre à cette question. |
| RP2-23 | Données les plus à jour sur le nombre d'abattoirs, ventilées par région, par type d'abattoir et par volume d'abattage. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle à la question RP1-30. |
| RP2-25 | Nombre d'inspections d'abattoir effectuées dans la dernière année écoulée, ventilées par région et par type d'abattoir. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle à la question RP1-32. |
| RP2-26 | Concernant le programme « Prime-Vert » : les sommes allouées (totales et ventilées par région) dans la dernière année écoulée. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle à la question RP1-18. |
| RP2-30 | Sommes dépensées par le ministère pour réduire l'usage des pesticides et appuyer les producteurs dans la transition vers des alternatives aux pesticides dans la dernière année écoulée. Ventiler par type de production et type de financement. | La question est répondue par les demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle à la question RP1-45. |
| RP2-32 | Veuillez fournir le nombre et le pourcentage de prescriptions agronomiques produites par des agronomes du MAPAQ qui impliquent la vente et l'usage de pesticides dans la dernière année écoulée. | Les agronomes à l'emploi du MAPAQ n'offrent pas de services de première ligne aux entreprises agricoles et, de ce fait, n'émettent pas de prescriptions agronomiques. |
| RP2-39 | Concernant l'éventuelle imposition de tarifs à l'exportation des États-Unis <ul style="list-style-type: none"> a) Tous les scénarios d'impact budgétaire des tarifs américains sur les exportations agricoles québécoises. b) Liste et classification des produits agricoles québécois les plus vulnérables à une hausse des tarifs aux États-Unis. c) Volume des exportations québécoises vers les États-Unis. | Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits budgétaires 2025-2026. |
| RP2-40 | Résultats des audits fiscaux réalisés sur les entreprises agricoles au cours des quatre dernières années | Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits budgétaires 2025-2026. |

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-01

Fonds attribués à l’adaptation aux changements climatiques

- a) Liste des programmes d’adaptation aux changements climatiques financés par le ministère
- b) Bilan de ces financements

RÉPONSE :

- a)
- Programme d’appui à la lutte contre les changements climatiques en agriculture (PALCCA)
 - Programme d’appui à la lutte contre les changements climatiques dans le secteur bioalimentaire (PALCCB)
 - Prime-Vert 2023-2026
 - Programme services-conseils 2023-2028 (PSC 2023-2028)
 - Programme Innovation Bioalimentaire (PIB)

b)

| Programmes | Bilan financier (\$) 2024-2025 |
|----------------------|-----------------------------------|
| PALCCA | 154 235 |
| PALCCB | 101 818 |
| Prime-Vert 2023-2026 | 2 642 018 |
| PSC 2023-2028 | 3 573 064 |
| PIB | 1 133 255 |

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-03

Les effectifs (en ETC) affectés au Programme de crédit de taxes foncières agricoles, au 31 mars

RÉPONSE :

12 ETC

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-05

Les effectifs (en ETC) affectés au Programme Proximité au 31 mars.

RÉPONSE :

3,17 ETC

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-07

Les effectifs (en ETC) affectés au programme d'Appui au développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire en région, au 31 mars

RÉPONSE :

3,51 ETC

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-11

Les effectifs (en ETC) affectés au programme d'aide financière pour favoriser le développement des serres au 31 mars.

RÉPONSE :

3,14 ETC

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-13

Les effectifs (en ETC) affectés au programme de soutien au développement des entreprises
terricoles (sic) au 31 mars.

RÉPONSE :

3,53 ETC pour le Programme de soutien au développement des entreprises **serricoles**.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-14

Données les plus à jour sur le nombre d’entreprises agricoles.

RÉPONSE :

28 248 exploitations agricoles

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-15

Données les plus à jour sur le nombre de productrices et producteurs porcins.

RÉPONSE :

Nombre d'exploitations agricoles au Québec, en 2024¹

| Par activité principale | 2023 | 2024 |
|---|-------|-------|
| Porcs | 1 294 | 1 260 |
| Ayant déclaré un revenu | 2023 | 2024 |
| Porcs | 1 867 | 1 844 |
| Ayant déclaré une tête (pour les porcs) ou une superficie | 2023 | 2024 |
| Porcs | 1 943 | 1 910 |

Note : 1 : Pour être enregistrée comme exploitation agricole, l'entreprise doit réunir les capitaux et les facteurs élémentaires de production comprenant au moins un immeuble à vocation agricole permettant de produire de façon récurrente un revenu agricole brut annuel minimal de 5 000 \$. On entend par « immeuble à vocation agricole » tout immeuble destiné à être utilisé à des fins d'élevage, par des activités d'engraissement ou de reproduction, de culture ou de prélèvement de végétaux, de mycètes ou d'animaux, sur sol ou hors sol, pour leurs consommations directes ou pour leurs produits secondaires. Pour maintenir son enregistrement, l'exploitation agricole doit, annuellement, avoir généré, au cours de l'année civile précédente, un revenu agricole brut minimal de 5 000 \$ provenant de l'exploitation de ses immeubles à vocation agricole.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-16

Données les plus à jour sur le nombre de productrices et producteurs maraichers.

RÉPONSE :

Nombre d'exploitations agricoles au Québec, en 2024¹

| Par activité principale | 2023 | 2024 |
|---|-------|-------|
| Total maraîcher | 1 644 | 1 642 |
| Autres légumes - total | 1 449 | 1 451 |
| Autres légumes frais | 1 374 | 1 377 |
| Autres légumes de transformation | 75 | 74 |
| Pommes de terre | 195 | 191 |
| Ayant déclaré un revenu | 2023 | 2024 |
| Total maraîcher | 2 570 | 2 585 |
| Autres légumes - total | 2 358 | 2 377 |
| Autres légumes frais | 2 097 | 2 119 |
| Autres légumes de transformation | 346 | 348 |
| Pommes de terre | 415 | 416 |
| Ayant déclaré une tête (pour les porcs) ou une superficie | 2023 | 2024 |
| Total maraîcher | 2 727 | 2 745 |
| Légumes de champ - total | 2 512 | 2 530 |
| Légumes de champ - marché frais | 2 270 | 2 289 |
| Légumes de champ - transformation | 340 | 341 |
| Pommes de terre | 748 | 738 |

Note : 1 :
Pour être enregistrée comme exploitation agricole, l'entreprise doit réunir les capitaux et les facteurs élémentaires de production comprenant au moins un immeuble à vocation agricole permettant de produire de façon récurrente un revenu agricole brut annuel minimal de 5 000 \$. On entend par « immeuble à vocation agricole » tout immeuble destiné à être utilisé à des fins d'élevage, par des activités d'engraissement ou de reproduction, de culture ou de prélèvement de végétaux, de mycètes ou d'animaux, sur sol ou hors sol, pour leurs consommations directes ou pour leurs produits secondaires. Pour maintenir son enregistrement, l'exploitation agricole doit, annuellement, avoir généré, au cours de l'année civile précédente, un revenu agricole brut minimal de 5 000 \$ provenant de l'exploitation de ses immeubles à vocation agricole.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-17

Données les plus à jour sur le nombre de serres en production maraichère. Ventiler par région, par type de production et par volume de production.

RÉPONSE :

Nombre d'exploitations agricoles au Québec, en 2024¹

| | 2023 | 2024 |
|---------------------------|------|------|
| Par activité principale | | |
| Cultures abritées - total | 514 | 523 |
| Ayant déclaré un revenu | 2023 | 2024 |
| Cultures abritées - total | 819 | 848 |

Note : 1 :
Pour être enregistrée comme exploitation agricole, l'entreprise doit réunir les capitaux et les facteurs élémentaires de production comprenant au moins un immeuble à vocation agricole permettant de produire de façon récurrente un revenu agricole brut annuel minimal de 5 000 \$. On entend par « immeuble à vocation agricole » tout immeuble destiné à être utilisé à des fins d'élevage, par des activités d'engraissement ou de reproduction, de culture ou de prélèvement de végétaux, de mycètes ou d'animaux, sur sol ou hors sol, pour leurs consommations directes ou pour leurs produits secondaires. Pour maintenir son enregistrement, l'exploitation agricole doit, annuellement, avoir généré, au cours de l'année civile précédente, un revenu agricole brut minimal de 5 000 \$ provenant de l'exploitation de ses immeubles à vocation agricole.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-18

Données les plus à jour sur le nombre d'entreprises agricoles en production biologique, excluant les productions acériques. Ventiler par région et par type de production.

RÉPONSE :

Ces données sont disponibles en ligne via le Portail Bio-Québec du Conseil des appellations réservées et des termes valorisants :

<https://www.portailbioquebec.info/types-operations-exploitants-par-region>

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-20

Données les plus à jour sur le nombre d’agriculteurs et d’agricultrices faisant partie de la relève agricole. Ventiler par région.

RÉPONSE :

Nombre d’entreprises agricoles ayant déclaré une relève (au 28 février 2025) :

| Régions administratives | Nombre |
|-------------------------------|--------|
| Abitibi-Témiscamingue | 169 |
| Bas-Saint-Laurent | 484 |
| Capitale-Nationale | 214 |
| Centre-du-Québec | 662 |
| Chaudière-Appalaches | 1 169 |
| Côte-Nord | 24 |
| Estrie | 616 |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 50 |
| Lanaudière | 291 |
| Laurentides | 255 |
| Laval | 23 |
| Mauricie | 172 |
| Montréal | 1 305 |
| Montréal | 20 |
| Nord-du-Québec | 3 |
| Outaouais | 197 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 214 |
| Total général | 5 868 |

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-24

Données les plus à jour sur le nombre d'abattoirs de proximité. Ventiler par région.

RÉPONSE :

Les listes de détenteurs de permis délivrés par le MAPAQ, incluant les abattoirs de proximité, peuvent être consultées en tout temps à cette adresse :

<https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Restauration/md/Services/Pages/etablisementspermis.aspx>

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-27

Sommes dépensées par le ministère pour soutenir la croissance du secteur biologique dans la dernière année écoulée. Ventiler par région, type de production et type de financement.

RÉPONSE :

Le ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation a versé plus de 3,45 M\$ pour soutenir le développement du secteur et des entreprises biologiques au cours de l’année 2024-2025.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-28

Sommes dépensées par le ministère pour soutenir la mise en marché de proximité dans la dernière année écoulée. Ventiler par région, type de mise en marché et type de financement.

RÉPONSE :

Au total, plus de 3,7 M\$ ont été versés pour soutenir la mise en marché de proximité au cours de l’exercice financier 2024-2025.

Des associations en mise en marché de proximité ont également reçu des aides totales de 250 k\$ pour soutenir le développement du secteur.

Demande de renseignements particuliers
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-29

Sommes dépensées par le ministère pour stimuler les exportations de produits alimentaires dans la dernière année écoulée. Ventiler par type de production et type de financement.

RÉPONSE :

Au 31 mars 2025, Le Ministère a dépensé 8 344 107,91 \$ en 2024-2025 pour soutenir les exportations de produits bioalimentaires.

| | Dépenses en transfert 24-25 | Dépenses en fonctionnement 24-25 |
|--|-----------------------------|----------------------------------|
| Subvention Groupe Export agroalimentaire Québec-Canada | 8 000 000 \$ | |
| Aides financières versées en 24-25 pour les projets visant les marchés d’exportation dans le cadre du Programme de développement des marchés bioalimentaires | 115 205 \$ | |
| Frais reliés à l’organisation d’activités de commercialisation sur les marchés extérieurs | | 228 902,91\$ |
| Total | 8 115 205 \$ | 228 902,91\$ |
| GRAND TOTAL | 8 344 107,91\$ | |

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-31

Veuillez fournir le nombre d’agronomes au sein du MAPAQ. Ventiler par direction régionale.

RÉPONSE :

Le MAPAQ compte 174 agronomes.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-33

Concernant la Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois :

- a) Cout total du programme dans la dernière année écoulée.
- b) Nombre de bénéficiaires.
- c) Sommes transférées aux bénéficiaires du programme dans la dernière année écoulée. Ventiler par région.
- d) Les effectifs (en ETC) affectés à la Stratégie au 31 mars.
- e) Montant investi pour faire la promotion des aliments du Québec dans la dernière année écoulée. Ventiler par régions administratives.
- f) Le nombre et le pourcentage d'institutions publiques ayant une cible d'achat d'aliments québécois dans la dernière année écoulée. Ventiler par région et par secteur d'activité.
- g) Données les plus à jour sur les résultats des cibles gouvernementales d'achat de produits québécois dans les marchés publics ?
- h) Quelle est la proportion de produits québécois (en pourcentage) parmi les biens achetés par les institutions publiques du Québec au cours des quatre dernières années ?
- i) Les indicateurs de performance utilisés pour mesurer l'efficacité de la Stratégie et données les plus à jour de ces indicateurs.

RÉPONSE :

- a) 5 478 767\$
- b) Voir RP1-42 pour le nombre d'institutions visées
- c) La stratégie n'est pas un programme d'aide financière.
- d) 2,7 ETC
- e) La subvention à Aliments du Québec, totalise 9,2 M\$ en 2024-2025. De ce montant, une somme de 743 260\$ a été utilisée plus spécifiquement pour faire la promotion des produits bioalimentaires québécois dans le marché institutionnel.
- f) Voir RP1-42 pour le nombre d'institutions visées
- g) La cible d'achat d'aliments québécois est dans le Plan stratégique du Ministère et la reddition de comptes se fait annuellement dans le Rapport annuel de gestion.
- h) Le MAPAQ ne détient pas ces informations
- i) La cible d'achat d'aliments québécois est dans le Plan stratégique du Ministère et la reddition de comptes se fait annuellement dans le Rapport annuel de gestion.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-38

- Concernant le gaspillage alimentaire
- a) Quantité de nourriture gaspillée dans les institutions publiques (exprimée en tonnes ou en valeur monétaire) pour les quatre dernières années disponibles.
 - b) Existence d'objectifs gouvernementaux ou de politiques spécifiques visant à réduire ce gaspillage.
 - c) Ventilation des données par secteur (écoles, hôpitaux, résidences pour aînés, etc.).
 - d) Subventions accordées pour des initiatives de réduction du gaspillage alimentaire au cours des quatre dernières années disponibles.
 - e) Montants versés et bénéficiaires.
 - f) Les indicateurs de performance utilisés pour mesurer l'efficacité des fonds alloués à la lutte contre le gaspillage alimentaire

RÉPONSE :

| | |
|---|---|
| a) Quantité de nourriture gaspillée dans les institutions publiques pour les quatre dernières années disponibles. | Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) ne détient pas cette information. |
| b) Existence d'objectifs gouvernementaux ou de politiques spécifiques visant à réduire ce gaspillage. | <ul style="list-style-type: none">• La Politique bioalimentaire 2018-2025, <i>Alimenter notre monde</i>, comporte 69 pistes de travail, dont deux qui visent respectivement à réduire le gaspillage et les pertes alimentaires et à favoriser les dons alimentaires (piste 3.4.6) ainsi qu'à encourager l'économie circulaire et à valoriser les coproduits (piste 3.4.7).• Dans le cadre du Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029. Mobiliser. Accompagner. Participer, le MAPAQ est porteur de trois actions qui peuvent contribuer à réduire le gaspillage alimentaire :<ul style="list-style-type: none">○ 2.1.2.2 <i>Améliorer l'approvisionnement en aide alimentaire</i> : Cette mesure vise à entreprendre des discussions et des analyses avec différentes parties prenantes du secteur agroalimentaire pour dresser un état des lieux de l'approvisionnement offert aux banques alimentaires et pour évaluer les possibilités d'amélioration.○ 2.1.2.3 <i>Améliorer les infrastructures d'entreposage de denrées du réseau des banques alimentaires du Québec</i>: Cette mesure vise à soutenir financièrement le développement de projets structurants, tels que l'achat d'équipements pour les entrepôts, de cuisines, de transformation ou de nouveaux locaux.○ 2.1.3.3 <i>Soutenir La Tablee des Chefs dans la valorisation des surplus alimentaires et dans l'amélioration des connaissances et des compétences culinaires des jeunes</i> : Cette mesure vise à soutenir La Tablee des Chefs afin qu'elle puisse renforcer le programme de récupération alimentaire dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, augmenter le volume de denrées redistribuées aux banques |

| | |
|--|--|
| | <p>alimentaires, soutenir le développement des cuisines solidaires et déployer des ateliers d'éducation culinaire dans les écoles secondaires et les milieux communautaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du Plan d'action de développement durable 2023-2028 du MAPAQ, l'action 4 – Encourager l'économie circulaire vise à accélérer la transition des entreprises bioalimentaires vers une économie circulaire par une réduction à la source ou une valorisation des sous-produits, ce qui contribue notamment à diminuer le gaspillage alimentaire. |
| c) Ventilation des données par secteur (écoles, hôpitaux, résidences pour aînés, etc.). | Le MAPAQ ne détient pas cette information. |
| d) Subventions accordées pour des initiatives de réduction du gaspillage alimentaire au cours des quatre dernières années disponibles. | <p>Le MAPAQ ne dispose pas de programme normé d'aide financière spécifique à la réduction des pertes et du gaspillage alimentaire.</p> <p>Le tableau 1 ci-dessous présente les aides financières octroyées au cours des quatre dernières années.</p> |
| e) Montants versés et bénéficiaires. | Voir tableau 1 |
| f) Les indicateurs de performance utilisés pour mesurer l'efficacité des fonds alloués à la lutte contre le gaspillage alimentaire | Voir tableau 1 |

Tableau 1 : les aides financières octroyées au cours des quatre dernières années.

| Initiative ou nom du projet | 2021-2022 | 2022-2023 | 2023-2024 | 2024-2025 | Bénéficiaire | Principaux indicateurs de performance |
|---|--------------|--------------|---------------|------------|--|--|
| Laboratoire d'accélération en économie circulaire pour le secteur bioalimentaire | - | - | 180 000 \$ | 20 000 \$ | La Transformerie | <ul style="list-style-type: none">- Revue littérature des freins et les leviers de réduction des pertes et du gaspillage alimentaire- Projets d'expérimentation en économie circulaire. |
| Programme d'aide financière aux BAQ | 3 000 000 \$ | 3 000 000 \$ | 10 000 000 \$ | - | Banques alimentaires du Québec (BAQ) | <p>Vous pouvez consulter le Programme d'aide financière au développement des infrastructures d'entreposage des Banques alimentaires du Québec.</p> |
| Soutien à La Tablée des Chefs dans la valoriser des surplus alimentaires et l'amélioration des connaissances et des compétences culinaires des jeunes | 1 000 000 \$ | 1 000 000 \$ | 2 000 000 \$ | - | La Tablée des Chefs | <ul style="list-style-type: none">- Nombre d'établissements qui soutiennent le service de récupération et de préparation alimentaire de La Tablée des chefs.- Nombre de portions de nourriture distribuées à des bénéficiaires en situation d'insécurité alimentaire. |
| Projet-pilote de réduction du gaspillage alimentaire au CIUSSS Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal | - | - | - | 200 000 \$ | CIUSSS Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal | <ul style="list-style-type: none">- Quantification des perte et gaspillage alimentaire sur les sites visés par le Projet- Qualification des types, contextes et principales causes des pertes et gaspillage alimentaires |
| Total (\$) | 4 000 000 \$ | 4 000 000 \$ | 12 180 000 \$ | 220 000 \$ | | |

Étude des crédits 2025-2026

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-36

Investissements dans un programme de fonds d’urgence pour soutenir les producteurs en région dans la dernière année écoulée. Ventiler par région.

RÉPONSE :

État de situation, au 28 février 2025, du volet Fonds de roulement du Programme Investissement Croissance Durable (PICD)

| PICD – FDR* | Nombre de demandes |
|--|--------------------|
| Demandes reçues au Prêt fonds de roulement | 3 007 |
| Demandes autorisées au Prêt fonds de roulement | 2 374 |
| Demandes confirmées à l'aide financière (critères et exigences respectés) | 1 652 |
| Entreprises en attente de documentation permettant de confirmer leur admissibilité à l’aide financière | 722 |

* Données cumulatives du 1^{er} avril 2023 au 28 février 2025

1er avril 2023 au 28 février 2025

| Centre de services | Nombre total de demandes ¹ | Traitées | Acceptées ² | Refusées ³ | Non admissibles ⁴ | En traitement ⁵ |
|-------------------------------|---------------------------------------|----------|------------------------|-----------------------|------------------------------|----------------------------|
| 00- Siège social ⁶ | 106 | 105 | 84 | 6 | 15 | 1 |
| 21- Rimouski | 195 | 191 | 173 | 2 | 16 | 4 |
| 22- Rivière-du-Loup | 228 | 222 | 196 | 1 | 25 | 6 |
| 23- Caplan | 24 | 24 | 22 | 0 | 2 | 0 |
| 26- Alma | 249 | 237 | 217 | 1 | 19 | 12 |
| 28- Lévis | 394 | 372 | 316 | 7 | 49 | 22 |
| 30- Sainte-Marie | 284 | 263 | 217 | 3 | 43 | 21 |
| 33- Trois-Rivières | 107 | 97 | 75 | 2 | 20 | 10 |
| 36- Sherbrooke | 184 | 176 | 124 | 14 | 38 | 8 |
| 38- Saint-Jean-Richelieu | 145 | 130 | 119 | 0 | 11 | 15 |
| 41- Saint-Hyacinthe | 195 | 167 | 142 | 6 | 19 | 28 |
| 43- L'Assomption | 199 | 185 | 162 | 4 | 19 | 14 |
| 46- Châteauguay | 225 | 213 | 204 | 5 | 4 | 12 |
| 50- Rouyn-Noranda | 94 | 91 | 70 | 0 | 21 | 3 |
| 52- Nicolet | 143 | 136 | 84 | 19 | 33 | 7 |
| 53- Victoriaville | 176 | 166 | 135 | 5 | 26 | 10 |
| 58- Gatineau | 59 | 56 | 34 | 1 | 21 | 3 |
| Tous | 3 007 | 2 831 | 2 374 | 76 | 381 | 176 |

¹ Des 3 007 demandes reçues, 1 374 ont été identifiées pour traitement rapide, c'est-à-dire sans autre besoin financier.

² Des 2 374 demandes acceptées, 1 185 ont été traitées en traitement rapide, soit près de 50 %; 722 demandes sont en attente de documentation des clients appuyant leur admissibilité à l'aide financière.

³ Les principales raisons de refus sont, notamment, la perspective raisonnable de rentabilité et de viabilité financière non présentes (capacité de remboursement, entreprise pérenne, etc.) et le non-respect des normes agroenvironnementales.

⁴ Les principales raisons de non-admissibilité sont, notamment, l'annulation du client, le non-respect des critères d'admissibilité (excédent monétaire et FDR négatifs), l'absence de désir du client à participer aux programmes d'assurance et de protection du revenu pertinents à sa ou à ses productions (exigence) et le cycle de production non complété.

⁵ Des 176 dossiers en traitement, 97 sont complets pour traitement, et 79 sont en attente de documents des clients afin de compléter leur demande.

⁶ Dossiers se trouvant actuellement à la Direction des comptes spéciaux.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-37

Sommes allouées à des programmes de compensation aux pertes de revenu des producteurs.

RÉPONSE :

Les informations demandées sont présentées dans les documents suivants :

- RP1-72 : Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles
- RP1-77 : Programme d'assurance récolte
- RP1-79 : Programme Agri-stabilité
- RP1-80 : Programme Agri-Québec Plus
- RP1-81 : Programme Agri-investissement
- RP1-82 : programme Agri-Québec

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-41

Le nombre d'adhérents à chacun des programmes d'assurance et de protection du revenu de la Financière agricole du Québec dans la dernière année écoulée. Effectuer une ventilation par région et par type de production.

RÉPONSE :

Veuillez-vous référer à la question RP1-62.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-42

Liste des investissements, des bénéficiaires et des montants accordés par la Financière agricole du Québec dans la dernière année écoulée, par région et par type de production :

- a) Assurance-récolte;
- b) Assurance-stabilisation;
- c) Agri-stabilité;
- d) Agri-investissement;
- e) Agri-Québec;
- f) Agri-Québec Plus.

RÉPONSE :

Les informations demandées sont présentées dans les documents suivants :

- RP1-72 : Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles
- RP1-77 : Programme d'assurance récolte
- RP1-79 : Programme Agri-stabilité
- RP1-80 : Programme Agri-Québec Plus
- RP1-81 : Programme Agri-investissement
- RP1-82 : programme Agri-Québec

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-43

Liste des investissements, des bénéficiaires et des montants accordés par la Financière agricole dans la dernière année écoulée, ventilés par région, pour les programmes suivants:

- a) Financement agricole;
- b) Financement forestier;
- c) Relève agricole;
- d) Subvention à l'établissement;
- e) Subvention au démarrage;
- f) Programme d'appui à la diversification et au développement régional.

RÉPONSE :

| Financement agricole autorisé en 2024-2025* | | |
|---|-----------------------|---------------|
| Région administrative | Nombre de certificats | Montant (\$) |
| Bas-Saint-Laurent | 413 | 155 170 793 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 189 | 56 070 457 |
| Capitale-Nationale | 122 | 32 085 000 |
| Mauricie | 65 | 13 003 300 |
| Estrie | 254 | 103 589 731 |
| Montréal | 3 | 4 673 400 |
| Outaouais | 43 | 13 278 200 |
| Abitibi-Témiscamingue | 75 | 23 378 200 |
| Côte-Nord | 6 | 3 858 600 |
| Nord-du-Québec | 2 | 277 000 |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 40 | 5 904 800 |
| Chaudière-Appalaches | 563 | 188 582 217 |
| Laval | 10 | 6 503 300 |
| Lanaudière | 147 | 68 299 800 |
| Laurentides | 78 | 29 632 800 |
| Montréal | 619 | 253 883 986 |
| Centre-du-Québec | 288 | 97 226 200 |
| Total | 2 917 | 1 055 417 784 |

* Données en date du 28 février 2025 (11 mois)

| Financement forestier autorisé en 2024-2025* | | |
|--|-----------------------|------------------|
| Région administrative | Nombre de certificats | Montant (\$) |
| Bas-Saint-Laurent | 22 | 2 850 600 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 7 | 1 753 200 |
| Capitale-Nationale | 3 | 484 900 |
| Mauricie | - | - |
| Estrie | 5 | 1 509 100 |
| Outaouais | 2 | 629 200 |
| Abitibi-Témiscamingue | 1 | 100 500 |
| Côte-Nord | - | - |
| Nord-du-Québec | - | - |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 3 | 323 700 |
| Chaudière-Appalaches | 6 | 1 178 400 |
| Lanaudière | - | - |
| Laurentides | 1 | 211 000 |
| Montérégie | 1 | 45 400 |
| Centre-du-Québec | 2 | 301 400 |
| Total | 53 | 9 387 400 |

* Données en date du 28 février 2025 (11 mois)

| Répartition des subventions pour la relève à temps plein en 2024-2025* | | | |
|--|---------------------------------------|------------|------------------|
| Région administrative | Subventions à la relève à temps plein | | |
| | Entreprises | Personnes | Montant (\$) |
| Bas-Saint-Laurent | 26 | 28 | 865 000 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 10 | 10 | 350 000 |
| Capitale-Nationale | 13 | 14 | 445 000 |
| Mauricie | 4 | 4 | 115 000 |
| Estrie | 20 | 22 | 575 000 |
| Montréal | - | - | - |
| Outaouais | 2 | 2 | 50 000 |
| Abitibi-Témiscamingue | 5 | 5 | 155 000 |
| Côte-Nord | - | - | - |
| Nord-du-Québec | - | - | - |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 1 | 1 | 10 000 |
| Chaudière-Appalaches | 42 | 47 | 1 290 517 |
| Laval | - | - | - |
| Lanaudière | 14 | 16 | 495 000 |
| Laurentides | 10 | 11 | 325 000 |
| Montérégie | 40 | 42 | 1 297 579 |
| Centre-du-Québec | 27 | 30 | 970 000 |
| Total | 214 | 232 | 6 943 096 |

* Données en date du 28 février 2025 (11 mois). Cette subvention permet l'établissement de jeunes à temps plein en agriculture. La subvention pour la relève à temps plein (établissement) accorde 20 000 \$, 30 000 \$ ou 50 000 \$, selon le niveau de formation; ce qui favorise ainsi clairement les jeunes bien formés pour exploiter une entreprise agricole.

| Répartition des subventions pour la relève à temps partiel en 2024-2025* | | | |
|--|---|------------|------------------|
| Région administrative | Subventions à la relève à temps partiel | | |
| | Entreprises | Personnes | Montant (\$) |
| Bas-Saint-Laurent | 10 | 11 | 150 000 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 9 | 10 | 185 000 |
| Capitale-Nationale | 13 | 13 | 170 000 |
| Mauricie | 2 | 2 | 35 000 |
| Estrie | 30 | 35 | 510 000 |
| Montréal | - | - | - |
| Outaouais | 11 | 15 | 215 000 |
| Abitibi-Témiscamingue | 7 | 9 | 100 000 |
| Côte-Nord | 2 | 2 | 15 000 |
| Nord-du-Québec | - | - | - |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 2 | 2 | 20 000 |
| Chaudière-Appalaches | 44 | 47 | 790 000 |
| Laval | - | - | - |
| Lanaudière | 4 | 5 | 65 000 |
| Laurentides | 6 | 7 | 85 000 |
| Montréal | 23 | 26 | 385 000 |
| Centre-du-Québec | 24 | 28 | 490 000 |
| Total | 187 | 212 | 3 215 000 |

* Données en date du 28 février 2025 (11 mois). Cette subvention permet l'établissement de jeunes à temps partiel en agriculture. La subvention pour la relève à temps partiel (démarrage) accorde 10 000 \$, 15 000 \$ ou 20 000 \$, selon le niveau de formation; ce qui favorise ainsi clairement les jeunes bien formés pour exploiter une entreprise agricole.

Programme d'appui à la diversification et au développement régional

Ce programme est fermé depuis le 31 mars 2020; ce qui coïncide avec la mise en place du Programme Investissement Croissance Durable. Les versements se poursuivent conformément aux engagements.

Programmes d'aides financières

Montants versés par la FADQ en 2024-2025, au 28 février 2025, en aide financière dans le cadre du Programme de protection contre la hausse des taux d'intérêt, du Programme d'appui au développement des entreprises agricoles du Québec, du Programme d'appui à la diversification et au développement régional et du Programme Investissement Croissance Durable¹.

| Aides financières versées par région administrative en 2024-2025 (11 mois) | | |
|--|----------------------|--------------|
| Région administrative | Nombre d'entreprises | Montant (\$) |
| Bas-Saint-Laurent | 853 | 9 376 605 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 368 | 4 372 801 |
| Capitale-Nationale | 256 | 2 600 614 |
| Mauricie | 208 | 2 203 752 |
| Estrie | 809 | 7 802 044 |
| Montréal | 11 | 86 759 |
| Outaouais | 100 | 977 768 |
| Abitibi-Témiscamingue | 167 | 1 590 161 |
| Côte-Nord | 17 | 153 127 |
| Nord-du-Québec | 1 | 1 908 |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 77 | 468 754 |
| Chaudière-Appalaches | 1 719 | 16 118 203 |
| Laval | 11 | 153 594 |
| Lanaudière | 389 | 4 194 574 |
| Laurentides | 203 | 1 733 830 |
| Montréal | 1 546 | 17 105 529 |
| Centre-du-Québec | 739 | 7 502 342 |
| Total | 7 474 | 76 442 368 |

¹ Inclut le Programme Investissement Croissance

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-44

Investissements alloués par la Financière agricole dans la dernière année écoulée.

RÉPONSE :

| Programmes | Paiements 2024-2025 |
|---|---------------------|
| Assurance récolte | 88 448 382 \$ |
| Assurance stabilisation des revenus agricoles | 105 535 119 \$ |
| Agri-stabilité | 83 082 154 \$ |
| Agri-Québec Plus | 20 530 599 \$ |
| Agri-Québec | 139 486 448 \$ |
| Agri-investissement | 42 994 127 \$ |
| Total incluant la contribution fédérale | 480 076 829 \$ |

Données prévisionnelles en date du 28 février 2025.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-45

Investissements alloués par la Financière agricole pour soutenir le secteur de la production porcine dans la dernière année écoulée. Ventiler par région.

RÉPONSE :

| Programmes | Paiements 2024-2025 |
|---|---------------------|
| Assurance récolte | Non admissible |
| Assurance stabilisation des revenus agricoles | 15 228 060 \$ |
| Agri-stabilité | 9 186 460 \$ |
| Agri-Québec Plus | 104 646 \$ |
| Agri-Québec | 1 238 507 \$ |
| Agri-investissement | 4 359 682 \$ |
| Total incluant la contribution fédérale | 14 889 295 \$ |

Données prévisionnelles en date du 28 février 2025.

1) Pour les programmes AGRI, les entreprises sont catégorisées selon le secteur de production qui génère le revenu le plus élevé, bien qu'elles puissent être actives dans plusieurs autres secteurs agricoles. C'est ce qui explique que certaines entreprises se retrouvent dans une catégorie de production non admissible aux programmes Agri-Québec et Agri-Québec Plus, comme le porc, mais reçoivent des paiements de ces programmes.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-46

Investissements alloués par la Financière agricole via l'ASRA pour soutenir le secteur de la production porcine dans la dernière année écoulée. Ventiler par région

RÉPONSE :

Veuillez-vous référer à la question RP2-45.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-47

Liste des entreprises ayant reçu du financement de l'ASRA dans le cadre du mécanisme de retrait temporaire de la production porcine. Montant total de ce financement. Ventiler par région.

RÉPONSE :

Veuillez-vous référer à la question RP1-73.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-48

Investissements alloués par la Financière agricole pour soutenir le secteur des grains dans la dernière année écoulée. Ventiler par région.

RÉPONSE :

| Programmes | Paielements 2024-2025 |
|---|-----------------------|
| Assurance récolte | 30 784 815 \$ |
| Assurance stabilisation des revenus agricoles | 40 414 844 \$ |
| Agri-stabilité | 9 465 075 \$ |
| Agri-Québec Plus | 7 796 904 \$ |
| Agri-Québec | 42 110 746 \$ |
| Agri-investissement | 11 662 556 \$ |
| Total incluant la contribution fédérale | 111 450 125 \$ |

Données prévisionnelles en date du 28 février 2025.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-49

Investissements alloués par la Financière agricole pour soutenir le secteur de la production maraichère dans la dernière année écoulée. Ventiler par région.

RÉPONSE :

| Programmes | Paielements 2024-2025 |
|---|-----------------------|
| Assurance récolte | 26 418 205 \$ |
| Assurance stabilisation des revenus agricoles | Non admissible |
| Agri-stabilité | 6 520 554 \$ |
| Agri-Québec Plus | 2 634 668 \$ |
| Agri-Québec | 17 287 090 \$ |
| Agri-investissement | 2 724 991 \$ |
| Total incluant la contribution fédérale | 55 585 508 \$ |

Données prévisionnelles en date du 28 février 2025.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-50

Investissements alloués par la Financière agricole pour soutenir la mise en marché de proximité dans la dernière année écoulée. Ventiler par région.

RÉPONSE :

Veuillez référer à la question RP2-43.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-51

Investissements alloués par la Financière agricole pour soutenir les producteurs en région dans la dernière année écoulée. Ventiler par région.

RÉPONSE :

Veuillez référer à RP2-43.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-52

Investissements dans un programme de fonds d'urgence pour soutenir les producteurs en région dans la dernière année écoulée. Ventiler par région

RÉPONSE :

Veuillez référer à la question RP2-36

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-53

Révisions réalisées pour le programme d'Assurance récolte.

RÉPONSE :

Le programme d'Assurance récolte (ASREC) a fait l'objet d'importants travaux de révision depuis 2014, notamment pour tenir compte de l'évolution des pratiques agronomiques et des changements climatiques. Ceux-ci ont permis d'offrir de nouvelles protections, d'actualiser des protections existantes et d'améliorer les processus administratifs. Par ailleurs, depuis 2022, la Financière agricole du Québec (FADQ) a entamé les travaux de révision complète de l'ASREC.

Révisions réalisées en ASREC depuis 2014

En 2014, la Direction de l'assurance récolte a été créée avec le mandat de revoir les concepts des protections en fonction des préoccupations de la clientèle et de chercher des solutions pouvant répondre aux besoins de celle-ci dans le respect du cadre réglementaire.

2014-2018 - Plan de modernisation de l'assurance récolte - Principales réalisations :

-Refonte de la protection Foin et pâturages (2016)

- Nouvelle méthode d'évaluation des pertes (trois grilles)
- Protection individualisée (nombre de fauches, dates de début de fauche)
- Début de l'implantation d'un réseau de stations météorologiques en remplacement du réseau de stations manuelles du ministère de l'Environnement (stations automatiques, données horaires, contrôle de qualité)
- Depuis 2016, la protection Foin et pâturages compte en moyenne plus de 5 200 clients et les valeurs assurées sont passées de 205 M\$ en 2016 à 455 M\$ en 2023
- Le taux de couverture pour les plantes fourragères a augmenté progressivement au Québec à la suite de cette refonte, passant de 50 % en 2016 à 63 % en 2022

-Actualisation de plusieurs protections, dont la sauvagine

-Ajout de nouvelles protections, dont les productions biologiques et les cultures émergentes

-Révision des niveaux et des types de couvertures, par exemple, le prix unitaire différencié pour le sirop d'érable, les légumes de transformation, les grains, les canneberges, etc.

-Optimisation des processus administratifs :

- Déclaration obligatoire des rendements réels de façon à améliorer la compilation des éléments nécessaires au calcul du rendement probable, afin d'offrir des contrats qui reflètent la réalité des producteurs
- Paiement sur la base des déclarations pour les indemnités < 5 000 \$, afin d'indemniser plus rapidement
- Fonds d'assurance récolte : à compter de 2018, le surplus de 408 M\$ a été redistribué au cours des quatre années subséquentes par une diminution des primes de plus de 20 %

-Introduction du rabais Relève agricole

- Confirme la prise en compte de la relève dans l'ASREC à compter de l'année d'assurance 2019
- Correspond à 25 % de la contribution de l'entreprise jusqu'à concurrence de 2 500 \$ par individu qualifié
- S'applique pendant trois années consécutives

2018-2022 - Groupe de travail sur l'évaluation et l'adaptation de l'assurance récolte (GTASREC) - Principales réalisations :

-Dépôt d'un rapport en février 2019 présentant 24 pistes d'amélioration de l'assurance récolte

s'articulant autour de cinq grands thèmes :

- Changements climatiques
- Améliorer et élargir les couvertures
- Réviser les méthodes
- Réviser la part du risque assumée par les producteurs
- Améliorer les connaissances et les communications

-Élaboration d'un plan d'action comprenant 38 actions déposé au Conseil d'administration de la FADQ en juin 2019. Parmi celles-ci, 28 actions ont été réalisées, cinq sont réalisées en continu et cinq autres ont été intégrées à la révision du design de l'ASREC. Plusieurs actions se sont traduites par des analyses qui ont permis à la FADQ de se positionner sur diverses préoccupations des producteurs. Parmi les réalisations du GTASREC, mentionnons :

- Clarification de quatre procédures en matière de tolérance à l'égard des modes de production spécifiques aux marchés de niche (Orge brassicole, Soya IP, Agriculture biologique, Agriculture raisonnée)
- Offre de deux nouveaux prix unitaires spécifiques aux productions de niche (Orge brassicole et Agriculture raisonnée)
- Ajout du Quinoa et de la Caméline à la protection Cultures émergentes
- Mise en œuvre de l'application de la perte normale à 50 % pour les Cultures maraîchères et analyse des effets en regard des critères d'équité entre les producteurs et la pérennité de la protection
- Ajout d'une option de garantie à 70 % avec abandon pour le secteur des pommes, des pommes de terre et des grains
- Nouveaux prix unitaires offerts (Céréales d'automne conventionnelles et biologiques, Apiculture : prix unitaire pour les nucléis, Agriculture raisonnée, Quinoa et Cameline, Option prix de marché pour l'Orge, l'Avoine, le Blé animal, le Blé humain, le Canola et le Soya)
- Offre de prix unitaires basés sur le prix du marché pour les Pommes, le Maïs-grain, le Soya biologique et le Blé biologique
- Actualisation des dates limites de semis, de plantations et de récoltes
- Offre d'une option à 4 fauches à la protection pour le foin et les pâturages
- Élaboration d'un cadre d'intervention en cas d'événement climatique catastrophique et exceptionnel

Depuis 2022 - Travaux de transformation et révision du design de l'ASREC

- Le prochain cycle d'amélioration du Programme d'assurance récolte (ASREC) est en cours dans le cadre de la révision du modèle d'affaires en assurance. Les travaux permettront de prendre en considération les préoccupations actuelles et futures de la clientèle ainsi que les changements climatiques. Une refonte complète des systèmes informatiques sera également effectuée.
- Des bénéfices importants sont escomptés pour la clientèle par la simplification des protections, la réduction significative des démarches administratives et la réduction des délais et du temps de développement et d'actualisation des protections.

2024 - Nouveautés ASREC

-Céréales, maïs-grain et protéagineuses

- Prix unitaires basés sur le prix maximal offert entre la valeur de remplacement et le prix de marché
- Prix unitaire offert pour le maïs-grain biologique

-Cultures maraîchères

- Seuil abandon peut être ajusté pour les entreprises avec rendements s'écartant de la moyenne
- Données de la saison 2023 non prises en compte dans le calcul de la perte normale 2024

-Foin et pâturages

- Amélioration des grilles d'indemnisation
 - Ajout d'une grille « Manque de chaleur » complémentaire à la grille « Manque de pluie » pour les pertes en quantité
 - Modification de la grille « Manque de pluie » pour considérer uniquement la pluie utile aux plantes

- La définition pour les jours propices à la récolte a été modifiée pour la grille Qualité « Excès de pluie »
- Ajustement des dates de début de saison basé sur des secteurs géographiques
 - La date de début de croissance passe d'une date uniforme à toute la province (1er mai) à trois dates régionales (1er, 5 et 10 mai)
 - Ajout d'un mécanisme d'ajustement automatisé des dates de la saison en cas d'un printemps exceptionnellement hâtif ou tardif
 - Ajustement des durées des périodes de croissance et de récolte

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-54

Ajustement des programmes de soutien financier pour répondre à la baisse du revenu des producteurs agricoles.

RÉPONSE :

Mise en place de la garantie de Prêt de fonds de roulement (fonds d'urgence) par la Financière agricole du Québec à la suite de l'annonce du ministre, le 11 mai 2023, et de la bonification de 30 M \$, en juin 2024, afin d'appuyer les entreprises agricoles et agroalimentaires du Québec, de tous secteurs de production, qui éprouvent des difficultés financières ou qui ont des besoins de liquidités à court terme, notamment en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation du coût des intrants.

Veuillez-vous référer à la question RP2-36.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-55

Investissements stratégiques de soutien à la résilience et viabilité du secteur agricole
Ventiler par région

RÉPONSE :

Mise en place de la bonification de 30 M \$ pour la garantie de Prêt de fonds de roulement (fonds d'urgence) par la Financière agricole du Québec, en juin 2024, afin d'appuyer les entreprises agricoles et agroalimentaires du Québec de tous secteurs de production, qui éprouvent des difficultés financières ou qui ont des besoins de liquidités à court terme, notamment en raison de la hausse des taux d'intérêt et l'augmentation du coût des intrants.

Veuillez référer à la question RP2-36.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
Deuxième groupe d’opposition

Question numéro RP2-56

Fonds d’investissement pour la relève agricole :

- a) Le nombre de demandes qui ont été réceptionnées à ce jour;
- b) Le nombre de bénéficiaires, à ce jour, et leur secteur d’activité.

RÉPONSE :

Activités du FIRA, au 31 mars 2025, qui coïncide avec la clôture de la période d’investissement.

| | Prêt subordonné | | Location-achat | | Total |
|---|-----------------|--------|----------------|--------|---------------------|
| | Nombre | M\$ | Nombre | M\$ | Investissement FIRA |
| Total (nombre de dossiers déboursés) | 82 | 10,121 | 55 | 44,963 | 55,084 |
| Moyenne (\$) par dossier déboursé/par produit | 123 427 \$ | | 817 509 \$ | | 402 073 \$ |

- a) Le nombre de bénéficiaires, à ce jour, et leur secteur d’activité

| Produit | Prêt subordonné | | Location-achat | | Total | |
|----------------------|-----------------|--------|----------------|--------|--------|--------|
| Production | Nombre | M\$ | Nombre | M\$ | Nombre | M\$ |
| Acériculture | 3 | 0,380 | | | 3 | 0,380 |
| Apiculture | 3 | 0,180 | | | 3 | 0,180 |
| Autres/Alternatives | 5 | 0,321 | 2 | 0,337 | 7 | 0,658 |
| Aviculture | 2 | 0,425 | | | 2 | 0,425 |
| Bovin et autres | 6 | 0,544 | 13 | 4,190 | 19 | 4,734 |
| Cidrie | 2 | 0,140 | | | 2 | 0,140 |
| Fromagerie | 4 | 0,381 | | | 4 | 0,381 |
| Grandes cultures | 1 | 0,077 | 14 | 10,332 | 15 | 10,408 |
| Horticulture | 8 | 0,827 | | | 8 | 0,827 |
| Lait et autres laits | 24 | 3,630 | 13 | 16,086 | 37 | 19,716 |
| Maraîcher | 13 | 1,671 | 13 | 14,017 | 26 | 15,688 |
| Ovin/Caprin | 3 | 0,235 | | | 3 | 0,235 |
| Pépinie | 2 | 0,390 | | | 2 | 0,390 |
| Porcin | 2 | 0,122 | | | 2 | 0,122 |
| Petits fruits | 2 | 0,045 | | | 2 | 0,450 |
| Viticulture | 2 | 0,350 | | | 2 | 0,350 |
| Total | 82 | 10,121 | 55 | 44,963 | 137 | 55,084 |

Il convient de souligner que le FIRA II débutera ses activités le 4 avril 2025 et une enveloppe de 100 M \$. Cette somme est répartie comme suit : 50 M \$ du gouvernement du Québec par l’entremise de La Financière agricole du Québec (FADQ), 25 M \$ du Fonds de solidarité des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ) (FSTQ) et 25 M \$ de Desjardins Holding Financier inc. (DHF).

Pour les activités du FIRA II, veuillez référer à la question RP1-60.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-57

Combien d'agriculteurs ont fait une demande d'indemnisation en 2024 et combien ont reçu une aide financière.

RÉPONSE :

Le Programme d'assurance récolte (ASREC) couvre les dommages aux cultures associés aux conditions climatiques et aux phénomènes naturels incontrôlables.

La majorité des productions sont couvertes sur une base individuelle. C'est-à-dire qu'un producteur est indemnisé pour les pertes réelles subies sur son entreprise à la suite de l'ouverture d'un avis de dommage, et ce, selon l'option de garantie qu'il a choisie. Celle-ci varie généralement entre 60 % et 85 %. Par exemple, une option de garantie de 60 % signifie que l'entreprise doit assumer 40 % des pertes avant qu'une intervention ne soit possible. D'autres protections, comme celle pour le foin, sont collectives, c'est-à-dire que l'indemnisation se base sur la perte d'une zone, sans la nécessité pour l'entreprise d'ouvrir un avis de dommage.

En date du 31 mars 2025, 4 850 avis de dommages avaient été reçus pour la saison 2024. De ce nombre, 2 357 ont été indemnisés. De plus, 1 106 dossiers ont été indemnisés dans le cadre des protections collectives en règlement de zone (sans avis de dommages).

Mentionnons que plusieurs avis de dommages sont déposés dès que les producteurs agricoles constatent, au cours de la saison, des dommages potentiels à leurs cultures. En effet, ces avis sont faits à titre préventif sans connaître précisément les pertes réelles qui seront constatées au moment de la récolte ou sans savoir si la perte sera supérieure à leur franchise.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements particuliers
Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-34

Nombre de demandes de dézonage de terres agricoles faites à la Commission de protection du territoire agricole dans la dernière année écoulée. Ventiler par région.

RÉPONSE :

| Nombre de demandes de dézonage reçues en 2024-2025 (12 mois) | | | | | |
|--|-------------------------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|------------------------|
| Nb | Région administrative | MRC | Premier demandeur | Code type de demande | Date réception (sceau) |
| 4 | Abitibi-Témiscamingue | Abitibi | MRC d'Abitibi | EXCLU | 2024-12-12 |
| | Abitibi-Témiscamingue | Abitibi | MRC d'Abitibi | EXCLU | 2024-08-28 |
| | Abitibi-Témiscamingue | Abitibi | MRC d'Abitibi | EXCLU | 2024-12-12 |
| | Abitibi-Témiscamingue | La Vallée-de-l'Or | MRC La Vallée-de-l'Or | EXCLU | 2024-12-17 |
| 2 | Bas-Saint-Laurent | Les Basques | MRC des Basques | EXCLU | 2024-05-06 |
| | Bas-Saint-Laurent | Rivière-du-Loup | MRC de Rivière-du-Loup | EXCLU | 2024-04-18 |
| 2 | Capitale-Nationale | Portneuf | MRC de Portneuf | EXCLU | 2024-04-23 |
| | Capitale-Nationale | Portneuf | MRC de Portneuf | EXCLU-INCL | 2024-06-07 |
| 3 | Centre-du-Québec | Bécancour | MRC de Bécancour | EXCLU | 2024-10-30 |
| | Centre-du-Québec | Drummond | MRC de Drummond | EXCLU | 2024-07-04 |
| | Centre-du-Québec | L'Érable | MRC de L'Érable | EXCLU | 2024-11-05 |
| 4 | Chaudière-Appalaches | La Nouvelle-Beauce | MRC de La Nouvelle-Beauce | EXCLU | 2024-09-04 |
| | Chaudière-Appalaches | Lotbinière | MRC Lotbinière | EXCLU | 2024-04-18 |
| | Chaudière-Appalaches | Lotbinière | MRC Lotbinière | EXCLU | 2024-12-12 |
| | Chaudière-Appalaches | Montmagny | MRC de Montmagny | EXCLU | 2024-06-20 |
| 2 | Estrie | Le Val-Saint-François | MRC du Val-Saint-François | EXCLU | 2024-05-16 |
| | Estrie | Le Val-Saint-François | MRC du Val-Saint-François | EXCLU | 2024-05-16 |
| 1 | Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | Bonaventure | MRC de Bonaventure | EXCLU | 2024-06-20 |
| 1 | Lanaudière | Joliette | MRC de Joliette | EXCLU | 2024-07-24 |
| 1 | Laurentides | Argenteuil | MRC D'Argenteuil | EXCLU | 2024-07-22 |
| 2 | Montréal | Pierre-De Saurel | MRC Pierre-De Saurel | EXCLU | 2024-09-26 |

| | | | | | |
|----|--|-----------------------------|---------------------------------|-------|------------|
| | Montréal | Roussillon | MRC de Roussillon | EXCLU | 2024-07-08 |
| 1 | Outaouais | Les Collines-de-l'Outaouais | MRC Les Collines-de-l'Outaouais | EXCLU | 2024-10-02 |
| 1 | Saguenay-Lac-Saint-Jean | Le Domaine-du-Roy | MRC Domaine-du-Roy | EXCLU | 2024-05-02 |
| 24 | Nombre total de demandes reçues en 2024-2025 | | | | |

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Deuxième groupe d'opposition

Question numéro RP2-35

Nombre d'hectares de terres agricoles dont le dézonage a été autorisé par la Commission de protection du territoire agricole dans la dernière année écoulée.
Ventiler par région.

RÉPONSE :

| EXCLUSIONS AUTORISÉES 2024-2025 (11 mois) | Région administrative | MRC | Autorisation partielle ou totale | Superficie visée (ha) | Superficie autorisée (ha) |
|--|--|-----------------------|---|-----------------------------|---------------------------------|
| 1. Exclusions autorisées | Total | | 12 | 81,8 | 64,9 |
| | 01 - Bas-Saint-Laurent | Total | 1 | 2,4 | 2,4 |
| | | Rivière-du-Loup | 1 | 2,4 | 2,4 |
| | 02 - Saguenay- Lac-Saint-Jean | Total | 1 | 3,6 | 3,6 |
| | | Saguenay | 1 | 3,6 | 3,6 |
| | 03 - Capitale-Nationale | Total | 1 | 0,3 | 0,3 |
| | | Portneuf | 1 | 0,3 | 0,3 |
| | 05 - Estrie | Total | 2 | 1,0 | 1,0 |
| | | Le Val-Saint-François | 2 | 1,0 | 1,0 |
| | 11 - Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine | Total | 1 | 7,9 | 7,9 |
| | | Bonaventure | 1 | 7,9 | 7,9 |
| | 12 - Chaudière- Appalaches | Total | 2 | 4,4 | 3,3 |
| | | La Nouvelle-Beauce | 2 | 4,4 | 3,3 |
| | 13 - Laval | Total | 1 | 13,3 | 0,1 |
| | | Laval | 1 | 13,3 | 0,1 |
| | 14 - Lanaudière | Total | 2 | 26,8 | 26,8 |
| | | D'Autray | 1 | 1,6 | 1,6 |
| | 16 - Montérégie | Joliette | 1 | 25,2 | 25,2 |
| | | Total | 1 | 22,2 | 19,5 |
| | | Marguerite-D'Youville | 1 | 22,2 | 19,5 |

